

Halte à la répression

BLOCH, JUST, LAMBERT, RENARD, DE NOUVEAU INTERROGES PAR LA JUSTICE MILITAIRE...

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION : 5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél. : ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

COMME nous l'annoncions la semaine dernière, nos camarades Pierre Lambert, Daniel Renard, Stéphane Just et Gérard Bloch ont été interrogés par le commandant Giraud, juge d'instruction auprès du tribunal des forces armées de la Seine. Celui-ci les poursuit pour «entreprise de démocratisation de l'armée» (article 76 du code pénal), crime pour lequel le Code prévoit des peines allant de cinq ans de travaux forcés jusqu'à la peine de mort... Ces poursuites, soulignons-le, sont fondées uniquement sur des articles publiés dans «La Vérité», qui constituent la seule base matérielle sur laquelle le Parquet militaire prétend fonder ses accusations.

La menace que de telles poursuites font peser sur la liberté de la presse est plus qu'évidente; si le seul fait, pour un journal libre, de s'opposer à la politique générale du gouvernement, permet à celui-ci de faire traduire ses rédacteurs et son directeur devant un tribunal militaire, la liberté de la presse — ce que les saisiés à répétitions et les différentes poursuites en diffamation ou en atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat en ont laissé subsister dans ce pays — aura vite cessé d'exister.

Nous avons déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de le relever dans ces colonnes: le fait de traduire des journalistes, poursuivis en raison des articles publiés par eux, devant un tribunal militaire n'est pas seulement contraire aux principes démocratiques les plus manifestes, mais également aux traditions les plus constantes de la justice française, qui veulent que le tribunal civil soit seul compétent en matière de presse; des arrêts récents ont d'ailleurs confirmé cette tradition. C'est ainsi que, dans l'affaire Martinet - Stéphane (affaire dite «des fuites» sur la guerre d'Indochine) la Chambre des mises en accusation a déclaré le tribunal militaire incompétent et renvoyé les deux journalistes de «France-Observateurs» devant le tribunal civil. D'autre part, comme nos lecteurs le savent, ce n'est pas la première fois que nos quatre camarades font l'objet de poursuites, dans une affaire identique quant au fond (elle portait sur des articles de «La Vérité» parus du 1er novembre 1954 au 31 décembre 1955, alors que les poursuites actuelles portent sur des articles postérieurs à cette

« LA VERITE »

(Suite page 2).

MALGRE LES COMBINES PARLEMENTAIRES, LE PEUPLE VEUT LA PAIX EN ALGERIE !

EN apparence, la situation politique française semble rendre inutile tout commentaire. Une crise de plus qui a servi d'exutoire à la droite, et demain se constituera un nouveau gouvernement tiraillé entre des intentions contradictoires qui, de toute façon, continuera la guerre d'Algérie. La réalité pourtant est moins simple. Certes, il est probable que l'on aboutira à un nouveau gouvernement qui rappellera l'ancien, que la même politique se poursuivra, mais il serait faux d'en conclure qu'il ne s'agit que d'une simple répétition. A chacun des accidents parlementaires la crise s'approfondit.

La chute du gouvernement Gaillard est un épisode particulièrement important du développement de la crise, car elle a eu pour cause la première intervention directe du gouvernement américain en faveur d'une politique de négociations en Afrique du Nord.

L'ARBITRAGE AMERICAIN

Nous avons suffisamment insisté sur le sens profond des «bons offices» pour n'y pas revenir. L'impérialisme américain tend à évincer la France de ses dernières posses-

sions coloniales, à lui enlever ses dernières chasses gardées. Ce faisant, ce qui lui importe au plus haut point, c'est la paix sociale en Afrique du Nord et, partant, la fin

F. FORGUE.

(Suite page 3)

Les ouvriers américains menacés par le chômage

LES prédictions capitalistes d'un redressement de l'économie américaine au printemps ne se sont pas matérialisées; bien que le rythme d'accroissement du chômage ait légèrement ralenti à la mi-mars, il ne reflète même pas l'accroissement saison-

nier normal de la production. Le nombre des chômeurs reste nettement supérieur à cinq millions, et des chiffres non officiels pour avril montrent un nouvel accroissement encore plus rapide du chômage.

LE CHOMAGE S'ETEND

Près de 7% des travailleurs de tout le pays sont ainsi privés d'emploi, et le nombre d'employés à des travaux non agricoles vient juste d'atteindre son niveau le plus bas depuis le mois d'août de l'année dernière.

Dans l'industrie, l'emploi total est inférieur de 12% au chiffre d'il y a un an. Dans le centre automobile de Detroit, environ un ouvrier sur six est sans travail; en outre, à l'échelle nationale, plus de deux millions d'ouvriers font une semaine réduite, ce qui signifie pour eux une réduction du salaire hebdomadaire.

La dépression économique manifeste ses effets sur les ouvriers d'une autre manière encore. Normalement, il faut plus que le salaire hebdomadaire d'une seule personne travaillant un nombre d'heures normal pour équilibrer le budget familial. Un certain nombre d'heures supplémentaires sont considérées comme nécessaires. Il est fréquent que le mari et la femme travaillent, ou que le mari occupe deux emplois en même temps. Avec les heures supplémentaires virtuellement supprimées, et peu de chances d'avoir deux personnes pour

vues d'emploi dans la même famille, l'effet de la dépression sur le niveau de vie des travailleurs va bien au delà de ce que montrent les chiffres du chômage.

La baisse de la production s'est manifestée avant tout dans l'industrie lourde, l'automobile et l'acier étant les plus frappés. Les aciéries travaillent à 50% de leur capacité, chiffre le plus bas depuis neuf ans. La fabrication d'automobiles, au début d'avril, était la plus faible des six derniers mois. La production industrielle globale est à son niveau le plus bas depuis la récession de 1954.

HAUSSE DES PRIX ET BAISSÉ DU NIVEAU DE VIE

Un autre aspect de la crise économique se manifeste par la hausse continue des prix, en dépit de la chute de l'emploi. Les prix atteignent un niveau plus élevé qu'à aucun moment; en même temps, de nouvelles pressions inflationnistes sont imposées à l'économie par les efforts mêmes que font les capitalistes pour surmonter la dépression. Des dépenses militaires encore plus élevées et une nouvelle extension du crédit à la consommation sont en voie de réalisation. Ces mesures

« MAJORITE DE GAUCHE » ou révolution ouvrière ?

M. BIDAULT renonce. M. PLEVEN est appelé à son tour; les régies du jeu sont respectées. Les prix continuent à monter, les salaires à ne pas les suivre, la misère s'accroît; la guerre d'Algérie continue, les pertes s'y font plus lourdes de jour en jour; la bourgeoisie se débat dans ses insoutenables contradictions que nous analysons par ailleurs... mais elle occupe seule la scène, comme si l'impossible du régime bourgeois était aussi celle des travailleurs.

Ceux-ci, pourtant, sont toujours plus nombreux à ne plus rien attendre de la démocratie parlementaire; ils l'ont trop vue à l'œuvre, périodiquement, depuis quarante ans, «la France a voté à gauche» et, après quelques mois de concessions minimales aux «électeurs souverains», la même «politique de droite» se restaurait tout naturellement.

La dernière expérience a été la plus instructive: le 2 janvier 1956, la «gauche» remportait une «grande victoire»... Une de plus. Les mendésistes, la S.F.I.O., le P.C.F. avaient promis une

prompte paix en Algérie; ils avaient promis une amélioration substantielle de la démocratie parlementaire; le suffrage universel avait rendu son verdict en leur faveur; on sait ce qu'il en advint. Le scénario traditionnel fut joué une fois de plus, mais sur un rythme bien plus rapide: le six février 1956, les tomates algéroises enseignaient à Guy Mollet la sagesse; et le 11 mars, la «gauche» unanime votait les pouvoirs spéciaux.

Après tout ce pacifique Mendès-France, n'était-ce pas son gouvernement qui avait commencé les opérations militaires en Algérie? N'était-ce pas son ministre de l'Intérieur, M. Miterrand, qui avait proclamé: «La seule négociation, c'est la guerre»? Ce Parti Socialiste, avant d'envoyer Robert Laoust à Alger, n'avait-il pas dépêché Marius Moutet à Saïgon, et, en Algérie même, le fameux spécialiste des élections libres, Marcel Edmond Naegelen? Ce Parti Communiste bien Français, avant de voter les pouvoirs spéciaux de guerre totale, ses ministres n'avaient-ils pas, Thorez en tête, voté les crédits de la guerre d'Indochine en 1946? n'avait-il pas imposé la dissolution des milices patriotiques en faveur de la fameuse «police républicaine», n'avait-il pas prêché aux travailleurs le «produire d'abord» et dénoncé «la grève, arme de

R. MONGE.

(Suite page 4).

ne peuvent avoir pour effet qu'une nouvelle hausse des prix, donc une nouvelle atteinte au niveau de vie des travailleurs.

Les chômeurs n'auront que peu

E. JONES.

(Suite page 2.)

Congrès dans l'enseignement

P AQUES a ramené les assises annuelles des syndicats de l'enseignement: Congrès du Second Degré (S.N.E.S.) et du Technique (S.N.E.T.), Conseil national des instituteurs (S.N.I.). La situation dramatique du recrutement des professeurs, l'afflux des élèves à l'entrée en sixième, l'insuffisance de locaux débordants de partout donnaient en particulier un vif relief au congrès du second degré. En outre, le S.N.E.S. avait été à la pointe du déclenchement des grèves interrompues de novembre 1957.

Il ne semble pas que sur ce point le Congrès du S.N.E.S. soit arrivé à dégager une orientation solide, capable de conduire à de nouveaux combats et à de nouveaux succès. Le déroulement du Congrès fut clair et net dans sa première partie.

L'émotion des enseignants face à l'évolution du problème algérien se traduisit en particulier par le vote unanime d'une motion favorable à la négociation, dénonçant la répression et la po-

R. CHERAMY.

(Suite page 2)

Khrouchtchev en Hongrie

EN novembre 1956, M. Khrouchtchev donnait à l'armée russe l'ordre de marcher contre les cités ouvrières hongroises révoltées. Au nom d'un gouvernement fantoche improvisé précipitamment sous l'égide de Janos Kadar, policiers et soldats russes arrêtent des milliers de militants, exécutent des milliers de combattants. Dunapentele, l'ancienne Stalinaros, résiste pendant plus d'une semaine, les métallos à l'armement improvisé repoussant à plusieurs reprises les tanks. A Budapest, c'est Csepel, le centre métallurgique, qui est le dernier bastion de la résistance. Puis ce sont de longs mois de répression et de terreur, dix-sept mois au cours desquels les condamnations succèdent aux exécutions, dix-sept mois aussi de propagande mensongère, de calomnies, de menaces. Avril 1958, M. Khrouchtchev en personne revient en Hongrie, parcourt le pays, prend la parole dans les usines, improvise, discourt devant les travailleurs rassemblés par ordre: il parle à Dunapentele redevenue Stalinaros, il parle à Csepel aussi.

La presse bourgeoise, comme à plaisir, a souligné que Khrouchtchev n'est pas venu en Hongrie en « conquérant ». C'est vrai, et c'est le fait frappant de cette tournée. Khrouchtchev n'a pas triomphé, il a plaidé. Tous ses discours, toutes ses improvisations ont été défensives. Il fallait à tout prix — justifier l'intervention russe de 1956. Il fallait essayer de la justifier aux yeux des travailleurs hongrois. Bien sûr, il y a eu les réfrains bien connus : l'assassinat des « meilleurs fils de la classe ouvrière », l'arrivée massive des « agents hortystes », la ténébreuse activité des agents secrets occidentaux et du « traître Nagy ». Mais cela n'était pas suffisant. Pour essayer de convaincre, Khrouchtchev devait aller plus loin, et il a dû reconnaître publiquement et à plusieurs reprises qu'« une partie des travailleurs » s'était rangée dans les rangs de ce qu'il appelle la contre-révolution et dont il fait porter la responsabilité, non aux « agents impérialistes » qui n'ont, selon lui, fait qu'exploiter des circonstances favorables, mais à l'équipe de Rakosi, le Staline hongrois, à « ses erreurs et ses fautes ». Ce demi-aveu est un aveu de taille. Et Khrouchtchev, d'ailleurs, dans ses improvisations, en a fait d'autres. C'est ainsi qu'à Stalinaros il s'est laissé aller, dans son désir de plaire, jusqu'à affirmer qu'en cas de renouvellement des troubles, l'armée russe n'interviendrait plus. Les policiers à sa solde, les Quisling d'Europe Orientale, ont senti le sol se dérober sous leurs pas. Il a dû se retracter : maintenir son propos, c'était livrer à la panique aujourd'hui, au lynchage demain, ses fidèles serviteurs de Hongrie et d'ailleurs qu'il était venu épauler.

Car, pour rehausser le prestige du fantoche Kadar, il a jeté dans la balance tout le prestige de fraîche date de maître absolu du Kremlin. Il n'est pas un discours où il n'ait chanté ses louanges, proclamé sa « fermeté », sa « loyauté », son « courage ». Mais il ne suffit pas aux ouvriers hongrois d'un certificat de bons et loyaux services signé de Khrouchtchev pour leur faire accepter Kadar. Aussi Khrouchtchev n'a-t-il pas hésité à aller plus loin, rappelant aux travailleurs de Budapest les cinq années passées par Kadar dans les prisons de Rakosi sous le régime de Staline, pour en faire à leurs yeux un titre de gloire supplémentaire. Et cela est profondément significatif. Après dix-sept mois de répression féroce, le maître du Kremlin est contraint, pour essayer de donner quelque couleur sympathique à son protégé, de rappeler les persécutions qu'il a subies sous le régime stalinien.

Dans ce genre d'opérations, les maîtres du Kremlin ont généralement soin de se ménager le concours de compères dans la presse bourgeoise. Le compère, aujourd'hui, une fois de plus, c'est L'Express qui écrit froidement : « il est maintenant évident que Janos Kadar et son

équipe sont des antistaliniens qui luttent sur deux fronts... Deux fronts en effet : contre les révolutionnaires ouvriers, camps de déportation, prisons, pelotons d'exécution, potences ; contre les staliniens du groupe Rakosi, des démarches suppliantes aux genoux de Khrouchtchev pour qu'on veuille bien les garder dans leur exil doré dans quelque villa de Crimée. Belle lutte sur deux fronts en vérité : c'est ainsi que, pour un pâté moitié de cheval et moitié d'alouette, l'honnête charcutier met un cheval pour une alouette... L'histoire est vieille. Elle ne trompe plus personne en Hongrie. Mais L'Express, lui, est de ceux qui voudraient faire passer le bourreau des travailleurs hongrois pour un « grand-père souriant » : c'est que lui et ses amis Thorez-Servin peuvent encore rendre tant de services en France, pour le maintien de l'ordre...

François MANUEL.

Congrès dans l'enseignement

(Suite de la 1^{re} page)

littique de guerre, fixant les conditions d'une politique nouvelle. Par contre, la dernière demi-journée, consacrée aux problèmes revendicatifs, fut extrêmement confuse, heurtée et finalement assez décevante.

Après les espoirs ouverts par le succès de la grève générale du 12 novembre et les premiers fruits qu'elle avait portés (amélioration de l'avancement, du sort des jeunes), déception et mécontentement sont revenus avec les atermoiements gouvernementaux concernant le dernier point de la plate-forme de « reclassement de l'enseignement » que les syndicats universitaires ont mise en avant depuis dix-huit mois : le rétablissement des parités externes.

Mais, surtout, la hausse générale du coût de la vie durant cet hiver n'a pas peu contribué à attiser le mécontentement des enseignants, comme des autres corporations, et à diminuer considérablement à leurs yeux la valeur des avantages précédemment acquis.

La volonté de lutte des enseignants du second degré, orientée par les directions syndicales, sur le problème catégoriel des parités, se heurte depuis des semaines aux réticences des responsables tant de la Fédération de l'Education Nationale que du S.N.I., qui ont subi sans grande protestation la tactique de renvois successifs de feu le gouvernement Gaillard. N'ayant plus grande confiance dans la volonté de combat de la F.E.N., les enseignants du second degré ont eu tendance à rechercher des mois d'ordre (maxima de service) et des formes d'action (grève des examens) propres au seul second degré. Ces problèmes devaient provoquer d'assez vifs heurts de catégories, notamment cherchant la revendication particulière la plus favorable et

Chômage aux Etats-Unis

(suite de la page 1)

ou pas de moyens de faire face à ces prix en hausse; même ceux qui perçoivent une indemnité auront de grandes difficultés. L'indemnité de chômage varie d'un Etat à l'autre, allant de 3 à 45 dollars par semaine pour des périodes de 5 à 30 semaines. Les chiffres les plus bas correspondent à des régions comme l'extrême sud, où les syndicats sont faibles. Les chiffres les plus élevés sont ceux des Etats où les syndicats sont fortement organisés. En moyenne, l'indemnité de chômage tourne autour de 30 dollars par semaine, ce qui est bien au-dessous d'un salaire moyen dans l'industrie, c'est-à-dire 80 dollars.

Près d'un million de travailleurs ont déjà épuisé leur droit à l'indemnité, bien qu'ils n'aient aucun emploi en vue. Du train dont vont les choses, plusieurs millions de travailleurs seront bientôt dans le même cas. Leur situation, alors, ne sera pas meilleure que celle de ces tiers des chômeurs qui ne sont pas couverts par la Sécurité Sociale et ne reçoivent rien du tout.

Les travailleurs sont encore frappés d'une autre manière. Une grande partie du niveau de vie américain tant vanté est fondée sur le paiement à tempérament. Quand ils perdent leur emploi, les travailleurs ne peuvent assurer les versements périodiques. Ils sont alors menacés de voir les compagnies financières reprendre possession de leurs automobiles et de leur mobilier, cependant que les banquiers s'emparent de leurs logements lorsqu'ils n'ont pu payer les échéances de leurs hypothèques.

INERTIE DES RESPONSABLES SYNDICAUX

Devant ces menaces qui pèsent sur les ouvriers, les responsables syndicaux n'ont guère fait autre chose que demander aux politiciens capitalistes du parti démocrate d'envisager une action gouvernementale. Les démocrates, à leur

tour, se sont pratiquement bornés à réclamer encore plus de dépenses militaires pour stimuler la production industrielle. Quelques mesures symboliques ont été prises dans le sens de l'extension de l'indemnité de chômage pour quelques semaines de plus, et les politiciens capitalistes ont parlé d'envisager un programme de travaux publics pour créer des emplois. Aucune de ces mesures capitalistes n'est susceptible d'apporter un soulagement véritable aux travailleurs.

Des tendances à une action directe pour le soutien des revendications ouvrières commencent à se manifester. Le 8 avril, près de 4.000 chômeurs marchèrent sur le Capitole de l'Etat (siège du gouvernement, N.d.T.) à Lansing (Michigan) pour demander une amélioration des lois régissant l'indemnité de chômage. Cette action, qui fut menée principalement par des membres du syndicat de l'automobile, reflète une combativité croissante, qui découle de certaines caractéristiques prises par le développement du chômage.

Une grande partie des chômeurs sont en effet des jeunes dont l'ancienneté dans les entreprises est réduite. Un autre secteur important des chômeurs est constitué par les femmes, qui ont souvent moins d'ancienneté que les hommes, du fait de mesures discriminatoires dans l'embauche. Enfin, les travailleurs noirs sont parmi les premiers à être licenciés, parce que la discrimination dont ils sont victimes leur donne l'ancienneté la plus faible. En proportion de leur nombre total, plus du double de travailleurs de couleur par rapport aux travailleurs blancs sont licenciés.

Les travailleurs de ces catégories — les jeunes, les femmes et les noirs — qui ont le plus à se plaindre, comptent parmi eux les meilleurs militants des syndicats. On peut s'attendre à ce qu'ils injectent un véritable esprit de combat parmi les syndicats au fur et à mesure que la crise économique continue.

UN PROGRAMME D'ACTION

Dans cette situation, le Socialist Workers Party (trotskyste) s'efforce d'assurer la jonction de ces militants avec les meilleurs combattants des syndicats dans la lutte pour la défense des chômeurs. Son orientation générale tend à la réalisation de deux objectifs principaux: pousser à une action des syndicats pour assurer aux chômeurs toutes les indemnités auxquelles ils ont droit d'après les contrats syndicaux et d'après la législation sociale en vigueur; et de lutter pour l'amélioration des mesures en leur faveur, à la fois au niveau industriel et au niveau gouvernemental.

Le parti met en avant dans son organe hebdomadaire « The Militant » les mots d'ordre suivants: 1) Organisation des chômeurs par les syndicats et action syndicale pour soutenir leurs revendications; 2) Salaires syndicaux intégraux pour les travailleurs sans emploi, pour toute la période de chômage; 3) Un semaine de 30 heures pour le salaire de 40 heures; 4) Un programme géant de travaux publics, avec salaires au tarif syndical, pour la construction d'écoles, d'hospitaux, de logements bon marché, et la production des autres choses dont les travailleurs ont besoin; 5) Action syndicale contre la discrimination sous l'empire de laquelle 6) Un moratoire des paiements à tempérament et des dettes hypothécaires; 7) Des impôts pour les riches et non pour les travailleurs; 8) Lutte pour un Labour Party fondé sur les syndicats, allié au peuple noir et aux petits paysans.

Dans les élections générales de 1958, le Socialist Workers Party, par la bouche de ses candidats à des fonctions publiques — et, partout où ce sera possible, par l'intermédiaire de candidatures socialistes uniques, réalisées avec d'autres tendances — mènera campagne pour l'adoption de ce programme. De la manière dont se développe actuellement la situation économique, on peut s'attendre à ce qu'il trouve un écho parmi les meilleurs militants des syndicats.

HALTE A LA REPRESSION

(Suite de la 1^{re} page)

dernière date: mais il est bien évident que c'est la même politique qui s'y exprime dans les deux cas), le dossier ayant été réclamé par le Parquet militaire, la II^e Chambre de la Cour d'Appel rendit un arrêt qui concluait à la compétence du Tribunal civil, ce qui n'empêche pas le Parquet militaire de faire aujourd'hui une nouvelle tentative pour traduire devant lui les quatre militants trotskystes, déjà condamnés à six mois de prison avec sursis par la Cour d'Appel. Nous demanderons aux instances compétentes de se prononcer à nouveau sur cet aspect de la question.

Le fond du problème est d'ailleurs clair. Il est évident que si le seul fait d'affirmer que l'Algérie n'est pas la France constitue une « atteinte à l'intégrité du territoire national » et tombe sous le coup de l'article 80 ou de l'article 76 du Code pénal, ou des deux, ce n'est pas seulement les trotskystes qu'il faudra poursuivre, mais également les partisans de la plus pâle « solution fédérale » du problème algérien, par exemple (car il est clair qu'on ne se fède pas avec soi-même), solution préconisée par de nombreux hommes politiques, fort éloignés de nos idées. Il est non moins clair que le Parquet militaire, s'il parvient à ses fins, n'en restera pas là; il ne se bornera pas à frapper les partisans de la politique révolutionnaire claire et conséquente qui est la nôtre.

Dès maintenant, bien d'autres journalistes sont l'objet de poursuites du Parquet militaire: MM. Claude Bourdet et Gilles Martinet de « France-Observateur », M. J.J. Servan-Schreiber de « L'Express », etc. Si le ministère de la Défense Nationale parvient à ses fins, les trotskystes seront les premiers à comparaître devant le Tribunal militaire. Ils ne seront pas les derniers.

C'est pourquoi il importe d'organiser une action commune contre cette nouvelle menace qui pèse sur les libertés démocratiques, sans perdre un instant. Un exemple qui n'est pas très ancien peut utilement nous inspirer: lorsque le Gouvernement se décida à frapper la presse d'opposition, au moyen de saisies à répétition, il s'en prit d'abord à « La Vérité ». Au mois de mars 1956, notre journal fut saisi trois semaines consécutives; la troisième semaine, un numéro spécial, pour le lendemain de l'édition normale, après suppression des articles supposés litigieux, fut saisi à son tour! Nous avertimes alors que la répression n'en resterait pas là; que « La Vérité » était le premier journal frappé, mais que, si une vigoureuse action commune ne s'organisait pas pour la défense de la liberté de la presse, le tour des autres journaux qui s'opposaient à la guerre d'Algérie ne tarderait pas à venir.

Notre appel eut malheureusement peu d'écho. « France-Observateur » mentionna les saisies de « La Vérité » en quelques lignes, « L'Express » (pour ne pas parler de « Humanité »!) se tut. On sait la suite, et que le tour de nos « grands » confrères vint en son temps.

La leçon servira-t-elle?

Pologne

GOMULKA CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

LES TRAVAILLEURS SUR LA DEFENSIVE

Ainsi que l'avait souligné à l'époque *La Vérité*, les mesures décidées par le dernier Comité Central du Parti ont pesé lourdement sur les épaules des travailleurs condamnés au nom de la rentabilité et de la productivité à faire les frais du redressement économique envisagé par la direction, à payer la note des dégâts et de la gabegie de l'administration et du pillage bureaucratique. L'expulsion du Comité Central du stalinien Klosiewicz, vieil ennemi des travailleurs, garde-chiourme des syndicats à l'époque de Staline, ne leur était qu'une maigre consolation, d'autant plus que le vieux renard s'était offert le luxe de prendre une attitude de défense des travailleurs contre la politique de Gomulka.

Il est clair que les travailleurs polonais n'ont pas accepté de gaieté de cœur ces atteintes à leurs conditions de travail et de vie. Les organisations syndicales elles-mêmes ont, dans de nombreux cas, traduit leur mécontentement. C'est ainsi, par exemple, que le syndicat des cheminots de Szecezin a été officiellement dissous pour avoir accepté de soutenir des revendications jugées « démagogiques » par la direction du Parti. La polémique constante menée sur ces questions par la presse officielle montre que la même agitation s'est produite dans de nombreux secteurs ouvriers. Fidèle aux méthodes classiques de l'appareil, la direction du Parti s'efforce d'ailleurs à ce sujet d'entretenir la confusion, attribuant systématiquement les revendications ouvrières autonomes à l'action de provocateurs... staliniens, manœuvre qui lui est précisément rendue possible par le silence fait sur les discussions dans les usines et les syndicats, et le retour aux méthodes d'autorité d'avant octobre.

LE CONGRES DES SYNDICATS

Du congrès national des syndicats, où, normalement, si les choses s'étaient déroulées comme au lendemain d'octobre, ces questions auraient dû être largement débattues, seules ont été livrées au grand public les nouvelles concernant l'intervention de Gomulka, délégué de son syndicat, mais qui, parlant en fait au Congrès en tant que secrétaire du Parti, lui a dicté les décisions de l'appareil. « *En tant que syndicats*, déclarait en novembre 56 le délégué de Zeran, nous avons été ceux qui enregistraient, exécutaient et commentaient les arrêtés de l'Etat, mais nous n'avons jamais été ce que nous devrions être : les défenseurs des classes laborieuses ». Et le Plenum des syndicats l'avait suivi, dénonçant l'absence de démocratie, « l'ingérence du parti », la « subordination erronée à l'Etat » des organisations syndicales. Aujourd'hui Gomulka lui répond : « dans notre système... le rôle dirigeant appartient au parti », « les syndicats sont un instrument de l'Etat ».

L'OFFENSIVE CONTRE LES CONSEILS

Au nom de la subordination au parti et à l'Etat, entendons, à la bureaucratie, Gomulka a annoncé de même la décision de l'appareil d'une « nouvelle » organisation de l'« autogestion » ouvrière dans les usines. Les conseils ouvriers, nés dans le feu de la révolution d'Octobre, véritables soviets insurrectionnels pendant les journées décisives, ont été peu à peu, dans les mois qui ont suivi, ramenés à un rôle purement économique d'« autogestion » des usines par les travailleurs. Contre les

AVEC l'interdiction de *Po Prostu* a disparu la belle « liberté relative » dont avait joui la presse polonaise. L'offensive que mène, depuis, et de façon continue, Gomulka contre les conquêtes ouvrières d'Octobre 56, peut se poursuivre dans l'atmosphère propice aux desseins de l'appareil : l'obscurité et le morcellement des luttes. Seules, les étapes décisives apparaissent au grand jour, quand les dirigeants en ont ainsi décidé.

« révolutionnaires », Gomulka a combattu la conception selon laquelle les Conseils devaient avoir un rôle politique, et l'on se souvient du testament politique de *Po Prostu*, interdit, reprenant le mot d'ordre de Lénine : « *Tout le pouvoir aux conseils* ». Poursuivant l'offensive, Gomulka s'était ensuite attaché à réduire les pouvoirs mêmes d'autogestion des travailleurs et de leurs conseils, au nom de l'efficacité économique. Même dans le cadre étroit de l'activité qui leur était laissée, les conseils ouvriers représentaient pourtant encore un corps étranger intolérable pour la bu-

reaucratie. C'était entre elle et eux un conflit mortel, ainsi que l'avait souligné, au lendemain d'Octobre, le jeune leader révolutionnaire de Zeran, Gozdziak : « *La bureaucratie et les conseils ne peuvent pas se marier* ». Certes, les conseils ne sont pas officiellement supprimés. Du mouvement d'octobre, la Pologne de Gomulka conserve précieusement les étiquettes, mais le contenu des flacons est loin d'être neuf. L'autorité dans les usines appartient désormais à un organisme baptisé « *Conférence de l'autogestion ouvrière* »... mais le conseil ouvrier démocratiquement élu n'y figu-

re plus qu'en minorité, puisque les deux tiers des délégués à la conférence sont maintenant désignés par le parti, les syndicats. Le conseil, par contre, devra veiller à l'application des décisions de la conférence. D'expression de la volonté autonome des travailleurs, il se trouve ainsi transformé en appendice du pouvoir de la bureaucratie, courroie de transmission, au même titre que les cellules du parti ou les sections syndicales. Ce sont là les mêmes mesures que celles adoptées par Kadar en Hongrie pour la liquidation des conseils ouvriers issus de la Révolution : à des rythmes

et avec des accents différents, c'est la même voie que poursuivent aujourd'hui les bureaucrates dits libéraux à Varsovie et Budapest sous l'égide de Khrouchtchev.

LE DROIT DE GREVE

Personne n'a oublié le célèbre discours de Gomulka prononcé dans l'enthousiasme de la victoire révolutionnaire d'Octobre et sa solennelle affirmation que la classe ouvrière, ainsi que l'avaient démontré les travailleurs de Poznan, ne renoncerait jamais à son arme, l'arme de la grève. Contre les tramonts de Lodz, Gomulka avait affirmé que des impératifs politiques et économiques de circonstance interdisaient aux travailleurs l'usage de leur arme. Il vient de reprendre, pour affirmer « l'incompatibilité des grèves avec l'ordre et la légalité socialistes », la terminologie même chère aux staliniens qu'il avait si nettement condamnés quand les travailleurs polonais étaient dans les rues... C'est qu'il prévoit sans doute d'autres réactions des ouvriers aux mesures annoncées dans son discours : la nomination des administrateurs par l'Etat partout où elle lui avait échappé et surtout le relèvement des normes nécessaires, selon lui, à l'accroissement de la productivité, ce qui signifie, pour les ouvriers polonais, l'aggravation de leurs conditions de travail et de vie.

APPAREIL ET MASSES

De fins théoriciens, comme M. Féju, des *Temps Modernes*, se refusent à voir le « fameux conflit entre les masses révolutionnaires et l'appareil bureaucratique ». Ils voient en Gomulka une promesse d'avenir. Ne lutte-t-il pas contre les staliniens ? Certes, le stalinien Klosiewicz a été exclu du Comité Central. Mais, aujourd'hui, les conseils ouvriers, sa bête noire, sont pratiquement annihilés avant d'être totalement supprimés ; mais, contre le droit de grève, Gomulka reprend aujourd'hui les termes mêmes qu'employait ce dernier pour menacer les travailleurs polonais qui auraient voulu imiter l'exemple de leurs camarades de Poznan. « *Gomulka s'emparera-t-il du contrôle de l'appareil ?* » se demandaient, après Octobre, de bons apôtres et d'éminents « spécialistes ». Personne ne peut répondre aujourd'hui à la question de savoir qui de Gomulka ou de l'appareil s'est emparé de l'autre, tellement ils sont confondus...

Les travailleurs jugent d'après les faits : ils savent aujourd'hui que Gomulka fait la politique qu'ils haïssent, la politique de Klosiewicz, et ils posent les problèmes sur leurs pieds : les travailleurs de Poznan n'avaient pas le droit de grève, ils l'ont acquis. Les travailleurs polonais reconquerront par leur action leurs droits. Ils n'oublieront pas non plus l'expérience qui leur a confirmé l'appréciation de Lénine sur les Conseils qui, « sans le pouvoir politique », ne peuvent être que des « hochets ». Et cela est si vrai que les dirigeants polonais eux-mêmes le savent et le redoutent : quelques heures après le discours de Gomulka, le président des syndicats, son ami Loga-Sowinski, intervenait pour dire que, si les grèves étaient en effet interdites, il serait quand même possible aux travailleurs d'arrêter le travail quelques minutes à titre d'« avertissement ». Et ce démenti, en plein Congrès, prouve bien que les travailleurs polonais ne sont pas près de renoncer et que, même dans ce Congrès que Gomulka voulait « dresser » leur volonte peut forcer les bureaucrates à reculer.

Pierre BRABANT.

Le peuple veut la paix en Algérie !

(Suite de la 1^{re} page)

UN DEBAT INSTRUCTIF

de la guerre d'Algérie qui fait du Maghreb une poudrière menaçant d'exploser à chaque instant.

Dans l'immédiat, les bons offices devenaient naturellement une médiation, un véritable arbitrage, et ils conduisaient fatalement à ramener à une étape ou une autre, la question algérienne à l'ordre du jour. Il est vrai que, glissant sur cette pente, le gouvernement a essayé de donner un coup d'arrêt. Mais la lettre d'Elsenhower mit fin à cette velléité, et les résultats des « bons offices » furent être accablés. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'en choisissant d'intervenir ainsi, les Américains prenaient le risque de voir tomber Gaillard, ignorant le chantage au double danger d'une droite irresponsable et d'un Front Populaire. Ils manifestaient clairement que bon gré, mal gré, il faudrait se décider à négocier en Algérie.

Ce choix d'ailleurs s'est précisé au lendemain de la chute du gouvernement. Loin d'être intimidés par le patriotisme brillard de la droite parlementaire, les Américains ont simplement conclu de leur attitude qu'il était temps que leur intervention se fasse plus pressante.

D'où, dans le *New-York Herald* du 14 avril, en première page, sous le titre « Les U.S.A. pour des pourparlers E.L.N.-Paris afin d'aboutir à une solution en Algérie », un long article qui exposait, entre autres, que « l'Algérie n'était plus une affaire française », et qui assurait qu'il s'agissait là des vues de meilleurs officiels américains. Ce fut naturellement une levée de boucliers dans la presse française et le ministre des Affaires étrangères (démissionnaire !) s'en fut demander des explications à l'ambassadeur américain. Tout ce que la France put obtenir comme assurances fut un texte diplomatique particulièrement vague où l'on se contentait de réaffirmer que « le gouvernement américain espérait que la France saurait, en Algérie, trouver une solution qui... etc. ». Ce qui n'empêcha pas le « *New-York Herald Tribune* » de récidiver, et, sous la plume de Walter Lippman, on pouvait y lire, le 21 avril, que « les Français qui nous demandent un soutien inconditionnel dans la guerre d'Algérie nous demandent l'impossible. La guerre continue depuis plusieurs années. On ne lui voit pas de fin. C'est une guerre qui, nous sommes parvenus à la comprendre, ne pourra être terminée par des moyens militaires et toute tentative d'obtenir la victoire par les armes conduira plus probablement à la guerre en Tunisie et au Maroc qu'à la paix en Algérie. Nous ne pouvons nous permettre d'être pris dans cette folie... »

Au parlement français, d'ailleurs, au cours du débat qui conduisit au renversement de Gaillard, la gravité de la situation se manifesta en dépit des usages de la maison. Si les défenseurs des « bons offices » ne parlèrent pas de l'Algérie et feignirent de croire qu'il ne s'agissait que de négocier avec la Tunisie, ils durent pourtant mettre en évidence deux points : il fallait bien céder aux Américains, et la politique de la droite (c'est-à-dire, tout simplement, la continuation de la guerre d'Algérie, envisagée avec logique) conduirait à la guerre en Tunisie.

Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, déclarait par exemple : « On a beaucoup dit et écrit que la décision du gouvernement avait été prise sous une pression internationale anormale, si non inadmissible. Que les Anglais et les Américains aient préféré, et nous l'aient dit dans des termes acceptables, la solution choisie par le gouvernement français à l'autre, qui pourrait s'en montrer surpris ? Personne certes, mais, en réalité, les Anglais et les Américains choisirent une solution avant que le gouvernement français en ait trouvé une ! »

Pineau ajoutait d'ailleurs, à propos de la solidarité atlantique : « Encore convient-il de la (la solidarité atlantique) faire jouer dans les meilleures conditions politiques et morales, de manière à éviter un isolement de la France incompatible avec les conditions économiques et politiques de notre époque ». On ne saurait être plus clair !

De leur côté, ceux qui ont mené l'offensive contre le gouvernement Gaillard avaient une claire conscience de la gravité de la crise. Ils comprenaient le sens des « bons offices » voyaient qu'ils ouvraient la voie à la perte de Bizerte et, par là, à la dislocation de ce qui reste encore de l'empire ; ils comprenaient aussi que c'était l'Algérie qui était en jeu. « Bizerte est le verrou central de la Méditerranée », s'écriait le député indépendant Pierre André qui craignait « qu'une fois le doigt mis dans l'engrenage, le corps entier n'y passe ».

Mais c'est Jacques Soustelle qui se fit le porte-parole le plus ardent des jusqu'aboutistes. Ils commençaient par dénoncer les bons offices qui « s'étaient transformés très vite d'abord en médiation puis en arbitrage exercé contre nous » ; lui aussi s'inquiéta de Bizerte et demanda « que ferons-nous si M. Eisenhower nous écrit une fois de plus ? ».

Mais, pour Soustelle, l'essentiel c'est l'Algérie. Ce à quoi il faut d'abord s'opposer, ce sont des négociations éventuelles : « M.

Murphy n'a-t-il pas déclaré à certains interlocuteurs que le but recherché était une conférence à trois — Maroc, Tunisie et France sur l'Algérie ? ». Pour Soustelle, il n'y a qu'une solution : la guerre à outrance. Il se déclare prêt à donner à un gouvernement décidé tous les moyens de mener cette guerre. Il réclame une « psychologie de guerre ».

Puis, pour conclure, Soustelle hausse le ton, et les dernières phrases de son discours méritent d'être rapportées : « Si vous abandonnez l'Algérie — et malheureusement les « bons offices » tels qu'ils sont présentés actuellement constituent un premier pas vers l'abandon de l'Algérie — ce ne serait pas la paix que vous auriez en Afrique du Nord, mais la guerre, une guerre infiniment plus vaste, plus étendue, plus sanglante, plus inhumaine que celle que nous subissons aujourd'hui... Je vous le dis de toute ma conviction, mes chers collègues, que si l'on n'opère pas aujourd'hui le redressement indispensable, demain il sera trop tard. Et à ceux qui se bercent de l'espoir que, peut-être, une France diminuée ou allégée de ses possessions d'outre mer serait, comme une Suisse ou une Suède, heureuse et calme, je voudrais dire que cela n'est pas possible, que nous serions, au maximum, comme une Espagne déchirée... »

Voilà qui est clair : une victoire de la révolution algérienne ne saurait se limiter à l'Algérie ; la perte de l'Algérie provoquera en France une crise sociale d'une ampleur sans précédent.

Si la politique n'était qu'une affaire de logique, Soustelle aurait raison. Mais cette politique de force qu'il propose, la bourgeoisie a-t-elle la force de la mener ? Et si Soustelle a raison de dire à ses adversaires que leur politique mène à « l'abandon », Pineau et Gaillard ont-ils tort de lui dire que sa politique mène à la reconquête militaire de la Tunisie, à l'embarquement du Maghreb ?

Une situation révolutionnaire, on l'a assez répété, se caractérise par le fait « qu'en bas on ne veut plus, et qu'en haut on ne peut plus ».

« En haut », on ne peut plus, on se déchire sur des politiques, des choix dont personne n'ose tirer les conclusions. Il reste à exprimer politiquement la volonté des masses de voir finir la guerre, d'obtenir de meilleures conditions de vie.

Il faut y parvenir en dépit des organisations traditionnelles qui se réclament de la classe ouvrière et qui, plus que jamais, par leur politique, se font le dernier rempart d'un régime croulant et criminel.

Jamais, sans doute, les minorités révolutionnaires n'ont eu de telles responsabilités, un tel rôle à jouer.

Grève des mineurs... sur papier journal

LE 15 avril 1958, la fédération C.G.T. des mineurs déclarait : « Si le gouvernement et les Houillères avaient besoin d'être édités sur le degré de mécontentement de la corporation minière, ils ont pu mesurer, sa-

medi, combien les travailleurs étaient décidés à faire aboutir leurs revendications... »

Le gouvernement prendra-t-il la responsabilité d'un mouvement de plus longue durée ? »

...La C.G.T., de son côté invite les mineurs à renforcer leur unité pour aller vers des luttes de plus longue durée...

Les jours qui suivent seront décisifs dans la lutte des mineurs... »

Le lendemain 16 avril, la même fédération C.G.T. des mineurs indiquait qu'une « délégation du bureau de la fédération C.G.T. des mineurs s'était rendue auprès des fédérations F.O. et C.F.T.C., compte tenu qu'aucune réponse n'avait été faite à la proposition d'organiser ensemble la grève illimitée... »

La fédération ajoutait : « Le bureau de la fédération C.G.T., tenant compte de la carence gouvernementale et patronale et du mot d'ordre commun à toutes les fédérations, invite tous les mineurs à se préparer à faire grève à partir du 21 avril si, d'ici-là, le gouvernement n'a pas entamé, avec toutes les fédérations intéressées, des discussions en vue de satisfaire les revendications des mineurs... »

La veille, 15 avril, il était question de luttes de plus longue durée pour faire aboutir les revendications ; le lendemain, on propose la grève générale illimitée s'il n'y a pas de discussions.

Mais, le 17 avril, la fédération du sous-sol C.G.T. maintenait son ordre de grève — ainsi que les autres fédérations C.F.T.C. et F.O. — et invitait « tous les mineurs à former dans tous les puits et services des comités de grève ».

Le 18 avril, il était annoncé que la direction des Charbonnages de France, au cours d'entretiens séparés avec les organisations C.F.T.C., F.O. et C.G.T., augmenterait le salaire des mineurs de 5,64 % à compter du 16 avril.

« L'Humanité » du 18 avril publiait un très court article sur cette information ayant pour titre : « Ça ne fait pas le compte », et concluant : « cependant, après avoir eu connaissance de la décision des Houillères, les organisations syndicales F.O., C.F.T.C. et Autonomes ont décidé de suspendre l'ordre de grève qu'elles avaient lancé pour le 21 ».

Pour connaître la position de la C.G.T., il fallut attendre le 19 avril. Dans un communiqué publié en page 6 du journal « L'Humanité » et noyé dans une multitude d'autres informations, « la fédération du sous-sol C.G.T. a examiné hier la situation nouvelle créée par la chute du gouvernement et la suspension du mot d'ordre de grève par F.O. et C.F.T.C... La fédération C.G.T. considère que c'est tous ensemble que les mineurs doivent engager la lutte. Elle avertit solennellement les Charbonnages de France et le patronat minier que les 5,64 % d'augmentation déjà acquis avant la grève du 12 avril ne peuvent satisfaire les mineurs ».

Mais la grève du 12 n'avait-elle pas déjà été un avertissement solennel ? Quelle signification et quel poids peut avoir ce nouvel avertissement « solennel », alors que l'on commande dans le même temps aux mineurs de battre en retraite ?

Et la fédération C.G.T. ajoute : « elle appelle toute la corporation à créer les comités de grève qui renforceront la préparation de la grève illimitée, en détermineront les conditions et le succès, et mèneront dans l'immédiat l'action pour l'augmentation des prix de tâche, des primes et les revendications locales ».

Ainsi, les mineurs sont invités à préparer une grève générale illimitée momentanément suspendue, dont la préparation doit se renforcer, mais par ail-

leurs il leur est donné comme directive de se battre sur des revendications particulières ou locales.

Dans le communiqué du 15 avril, puis du 16, le mot d'ordre de grève générale illimitée était assorti d'un certain nombre de conditions. Aucune d'entre elles n'a été remplie, la grève générale illimitée n'en est pas moins remise.

Les organisations syndicales C.F.T.C., F.O. et Autonomie ont renoncé à leur mot d'ordre de grève. Ceci peut être une raison valable pour repousser la grève illimitée, mais la préparer ne peut en aucune façon signifier que le combat doit s'engager sur des revendications particulières.

Les mineurs savent aujourd'hui que leurs conditions de travail et de salaire sont détériorées à un point tel que seule la victoire des grandes revendications générales peut permettre de régler les revendications particulières.

Quant à l'appel à former des comités de grève pour une grève qui n'existe pas, il faut en chercher la raison dans ce que la C.G.T. ne veut à aucun prix chercher à doubler à gauche les autres organisations syndicales. F.O., C.F.T.C., C.G.T., Autonomie, Cadres veulent bien de la

grève, mais d'une grève à eux, d'une grève d'appareils.

Le journal « Les Echos », organe du grand patronat français, publiait un article très perspicace, le 14 avril, au lendemain de la grève du 12, où il concluait : « Cette situation complexe démontre que la petite guerre des syndicats dans les mines (la « drôle de guerre », pourrait-on dire), si elle a abouti à la grève de samedi, pourrait, le cas échéant, se terminer par une retraite générale. »

Il n'est pas exclu d'ailleurs que la position intransigente du gouvernement ne s'appuie sur une telle analyse de la situation.

En toute hypothèse, comment prévoir actuellement ce qui sortira d'un tel imbroglio ?

Eut-à-tout jouer à pile ou face. Autant jouer à pile ou face, sait, au fond, où il mène ses troupes, ce qui est la caractéristique des « drôles de guerres ».

Mais, ajoutons-nous, tous les dirigeants syndicaux savent par contre où il ne faut pas mener la troupe : à la lutte d'ensemble, à la lutte contre le régime, à la lutte jusqu'à obtention complète des revendications posées.

D. RENARD.

« Majorité de gauche » ou révolution ouvrière ?

(suite de la page 1)

classe des trusts », au beau temps du tripartisme ? Ces messieurs étaient fidèles à eux-mêmes, sinon à leurs promesses électorales. La bourgeoisie sait qu'en cas de danger elle peut compter sur leur appui.

Et le pays, ayant voté pour la paix, s'enfonça dans la guerre. Et, tout naturellement, le Parlement des riches fit payer la note par les pauvres. Une fois de plus, on vit les prix s'élever par l'ascenseur, les salaires par l'escalier. La production continue d'augmenter, les profits des trusts milliardaires, bien plus vite encore. Mais le niveau de vie des masses travailleuses et exploitées ne cesse de s'abaisser, des centaines de milliers de personnes ont perdu tout espoir d'avoir jamais un logement décent, des milliers d'enfants se voient refuser l'accès à l'école ; et ce n'est que le commencement.

C'est le moment que choisissent nos dirigeants « ouvriers » pour proclamer qu'en dehors de la démocratie parlementaire, il n'est point de salut. Pour la S.F.I.O., c'est un article de foi. « Le Populaire » se réjouit : les élections cantonales marquent, paraît-il, une « victoire de la République ! La guerre s'amplifie, la misère s'accroît... La République de ces messieurs est triomphante. Quant au P.C.F., Thorez peut à bon droit s'y vanter d'avoir, bien avant Khrouchchev, prôné « la voie parlementaire vers le socialisme ». Le seul espoir, c'est un « gouvernement de gauche », comme celui que les élections de 1956 ont porté au pouvoir, bien sûr. « La révolution, pas question », « il n'est pas encore temps », proclament ces messieurs ; le régime bourgeois se décompose, il pourrait sur pied, il entraîne dans sa décadence la nation tout entière à un rythme accéléré. Mais l'heure de la Révolution Socialiste, à l'horloge de Maurice Thorez, n'a pas encore sonné. Il est clair qu'elle n'y sonnera jamais.

C'est ainsi que l'organe patronal « Les Echos » se réjouit vivement : les syndicats unanimes ont trouvé là le prétexte rêvé pour décommander la grève des mineurs ; une grève, bien sûr, cela ne peut avoir d'autre objectif dans une industrie nationalisée que d'aller bien poliment présenter les revendications à l'Etat-patron, interlocuteur valable par excellence des bureaucrates qui dirigent les syndicats. S'il n'y a pas de gouvernement, donc pas d'interlocuteur valable, il ne reste qu'à attendre que la bourgeoisie daigne en désigner un ; d'ici là, les ouvriers n'ont qu'à serrer d'un cran de plus leur ceinture.

Comme si les ouvriers ne pouvaient pas se passer du patronat et du gouvernement à sa dévotion ! Comme s'ils n'étaient pas capables de faire fonctionner eux-mêmes l'industrie ! Comme s'ils ne savaient pas que c'est là le seul moyen pour eux, au lieu de travailler pour enrichir les capitalistes, de contrôler eux-mêmes la répartition des produits de leur travail !

N'est-il pas d'ailleurs manifeste qu'à un assaut frontal de tous les travailleurs, à une grève générale simultanée de toutes les corporations, à des manifestations de masses convergentes vers le Parlement, les ministères, les préfectures, la bourgeoisie ne pourrait opposer une sérieuse résistance ? Les plus hauts cadres de l'Etat bourgeois sont profondément divisés, et démoralisés jusqu'à la moelle. Ces dernières années, on a vu les magistrats, divers fonctionnaires d'autorité, les flics eux-mêmes, faire grève. Quelle résistance opposeraient-ils — alors que, de plus, la meilleure part des forces de répression est en Algérie — à des millions de travailleurs résolus à imposer leur volonté, à prendre en mains leur propre sort et celui de la nation tout entière ? La forme par laquelle se manifesterait la volonté, s'organiserait le pouvoir des masses travailleuses, n'a pas à être inventée de toutes pièces : la classe ouvrière, au

AFRIQUE NOIRE : L'histoire en marche

Au moment où la Conférence d'Accra allait se réunir, le Mouvement National Algérien définissait sa position par rapport à l'Afrique Noire dans un important article (bulletin d'information du M.N.A., n° 13, du 17 avril). C'est cet article dont on lira ci-dessous d'importants extraits pour l'information de nos lecteurs...

DIRE aujourd'hui que l'Afrique Noire est en pleine évolution est presque énoncer une « vérité de la Palisse ». Il faut néanmoins remarquer que cette évolution s'est précipitée dans des proportions considérables au cours de ces toutes dernières années. La Loi-cadre de M. Defferre, mince barrage devant un raz-de-marée, n'a finalement été qu'une nouvelle illustration de l'éternelle politique coloniale des gouvernements français : s'accrocher empiriquement et par tous les moyens à un passé révolu.

Aujourd'hui, les Africains montrent que les temps de la traite et des tirailleurs sont terminés. Ils veulent recouvrer leur souveraineté dans leurs pays arbitrairement découpés par les puissances européennes qui, au cours de « l'épopée coloniale » du siècle dernier, se sont chacune servi un morceau du gâteau africain. Du Kenya au Tchad, de la Côte des Somalis au Kameron, un vent de liberté souffle avec une force nouvelle.

L'accession à l'indépendance, en Afrique tout particulièrement, des peuples qui se libèrent du colonialisme et la lutte que mènent pour le même but d'autres peuples du continent, tel le peuple algérien, constituent pour les masses africaines des exemples et des encouragements.

Les décisions de la conférence de regroupement des partis africains qui s'est tenue à Paris en février

dernier et le programme du Front commun d'Action Africaine adopté récemment à Dakar par le R.D.A. et le parti du Regroupement Africain nouvellement né de la fusion de plusieurs partis, montrent que le minimum exigé par l'ensemble des élus africains est « le droit à l'indépendance ».

Le jeune « Parti de l'Indépendance », quant à lui, réclame l'indépendance pure et simple tandis qu'au Kameron le peuple s'est résolu à prendre les armes pour recouvrer la liberté, et obtenir l'unicité et l'indépendance.

De tous les points de l'A.O.F., de l'A.E.F. et de Madagascar, des déclarations se font entendre qui reflètent toujours les mêmes aspirations des populations africaines et malgaches : « le droit pour le peuple de choisir lui-même son propre destin » ; « à chacun ses propres affaires » ; « au peuple seul de décider »...

Tous ceux qui apprennent à connaître l'Afrique sont surpris d'y découvrir un sens si profond de la démocratie et de la souveraineté populaire et de grandes leçons sont à prendre auprès des populations africaines.

Faut-il s'étonner de l'évolution de l'Afrique Noire, quant à son aspiration à l'indépendance ? Cette évolution était fatale comme est fatal le succès final des Africains. Ces derniers disposent en outre, actuellement, d'un atout de premier ordre pour hâter ce succès : la guerre d'Algérie, l'affaiblissement croissant qu'elle entraîne pour le colonialisme français. Dans leur intérêt bien compris, les Africains se doivent de jouer cet atout. L'impérialisme français, momentanément paralysé par la lutte du peuple algérien, ne peut pas aujourd'hui risquer de s'enliser dans d'autres difficultés en Afrique Noire. Si l'enferme ne lui manque pas de maintenir sous le joug tous les peuples qu'il a asservis, il se rend bien compte que sa puissance passée a depuis longtemps disparu et qu'il est incapable présentement d'utiliser partout ses forces agonisantes. C'est donc bien pour les Africains la période idéale pour s'arracher à cette oppression. Tout en ralliant ainsi les meilleures chances de victoire, ils apporteront en outre une aide précieuse au peuple algérien en permettant la division des forces colonialistes. Comment mieux prouver la solidarité africaine ?

Par contre, il faut songer que la guerre d'Algérie ne peut durer éternellement. Le colonialisme le sait qui tente par tous les moyens et toutes les lois-cadres de faire patienter les Africains. Quand il en aura terminé avec ses difficultés algériennes, c'est-à-dire quand il se sera résolu à reconnaître les aspirations de notre peuple, il sera de nouveau disponible et disposera de la puissance nécessaire pour essayer au moins de maintenir le plus longtemps possible les peuples d'Afrique Noire sous un régime d'exploitation colonialiste.

Que les Africains ne gaspillent donc pas tous leurs atouts en atomes stériles ! la victoire est à portée de la main ; il faut la saisir avant qu'elle ne s'éloigne à nouveau.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris-XV